

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Bureau de la réglementation
et de l'environnement

A R R Ê T É

Arrêté de mise en demeure

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE

SOCIETE MASSON

«Aux Sordats»

71118 SAINT-MARTIN-BELLE-ROCHE

Carrière de Saint-Martin-Belle-Roche

« Fifataud »

N° 2013913-0004

Vu le code de l'environnement, livre V titre 1er, article L.514-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié en dernier lieu le 1er juillet 2012, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04/0585/2-3 du 3 mars 2004 autorisant la société MASSON à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Saint-Martin-Belle-Roche, lieu-dit «Fifataud» pour une durée de 30 ans ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 (réalisation du plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées du site, applicable depuis le 1er juillet 2011) ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les articles suivants de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2004 : article 16 (clôtures et barrières), article 22 (plan d'exploitation) et article 28.3 (mesure des émissions sonores de l'établissement tous les 3 ans dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations) ;

Vu le rapport de visite de l'inspection des installations classées du 20 juin 2013 ;

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La société MASSON, dont le siège social est situé à Saint-Martin-Belle-Roche est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour sa carrière située à la même adresse :

- **Sous un délai de trois mois :**

- article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 : réalisation du plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées du site,
- article 16 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2004 : le périmètre de l'exploitation doit être ceinturé par un dispositif formant obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif devant être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site,
- article 22 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2004 : plan d'exploitation à jour avec les éléments indiqués à cet article,
- article 28.3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2004 : mesure des émissions sonores de l'établissement par une personne ou un organisme qualifié, afin d'apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

ARTICLE 2 :

Si l'exploitant ne défère pas dans les délais impartis à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des procédures mentionnées à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

ARTICLE 4 – EXECUTION ET COPIES :

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société MASSON et dont copie sera faite à :

-M. le maire de Saint-Martin-Belle-Roche,

-M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le - 1 AOUT 2013
Le préfet,


Fabien SUDRY